PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

ARBEL

Société anonyme au capital de 8 034 094 €.
Siège social : 31, avenue F Roosevelt, 75008 Paris.
542 066 246 R.C.S. Paris.

A. — Comptes sociaux au 31 décembre 2007 (non audités).

I. — Bilan .

(En euros.)

Actif	Exercice clos le 31/12/07			Exercice clos le 31/12/06	Exercice clos le 31/12/05
	Brut	Amortissements & Provisions	Net		
Actif immobilisé :					
Frais d'établissement	300 040	300 040	0	0	0
Brevets & licences	16 022	16 022	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	15 245	0	15 245	15 245	15 245
Immobilisations corporelles	116 068	116 068	0	0	1 747
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0
Avances & acomptes sur immobilisations	0	0	0	0	0
Titres de participation	70 060 392	48 136 050	21 924 342	21 932 342	21 932 422
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	1 812 859	1 597 498	215 360	179 471	425 288
Prêts	43 548	43 139	408	74 228	50 008
Autres immobilisations financières	1 427	0	1 427	1 427	30
Total actif immobilisé	72 365 601	50 208 819	22 156 782	22 202 713	22 424 740
Actif circulant :					
Avances & acomptes à fournisseurs	0	0	0	0	0
Clients & comptes rattachés	17 428 662	735 465	16 693 197	14 357 325	13 759 119
Autres créances	5 479 516	4 012 630	1 466 886	9 965 942	3 491 145
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	24 728
Disponibilités	30 044	0	30 044	92 740	92 742
Charges constatées d'avance	16 600	0	16 600	23 535	23 550
Total	22 954 821	4 748 095	18 206 726	24 439 542	17 391 285
Total actif	95 320 422	54 956 914	40 363 508	46 642 255	39 816 025

Passif	Exercice clos le 31/12/07	Exercice clos le 31/12/06	Exercice clos le 31/12/05
Capitaux propres :			
Capital social	8 034 094	8 034 094	8 034 094
Prime d'émission	34 085 604	34 085 604	34 085 604
Prime d'apport			
Réserve spéciale de réévaluation	1 165 995	1 165 995	1 165 995

Réserve légale			
Réserves des plus-values nettes à long terme			
Réserve générale			
Report à nouveau	– 55 689 140	– 56 630 303	– 37 872 199
Résultat de l'exercice	– 4 886 967	941 163	– 18 758 104
Total des capitaux propres	– 17 290 414	– 12 403 447	– 13 344 610
Provisions pour risques & charges :			
Provisions pour risques	304 232	26 069	6 353 620
Provisions pour charges			
Total des provisions pour risques & charges	304 232	26 069	6 353 620
Dettes :			
Emprunts obligataires			
Emprunts & dettes envers les établissements de crédits (2)	14 427 013	14 351 491	6 648 771
Emprunts & dettes financières diverses (3)	19	50	95
Avances & acomptes reçus sur commandes	0	0	0
Fournisseurs & comptes rattachés	4 863 382	4 637 085	5 293 436
Dettes fiscales & sociales	6 560 259	6 105 812	5 894 542
Fournisseurs d'immobilisations			
Autres dettes	31 499 018	33 925 195	28 970 170
Produits constatés d'avance			
Total des dettes (1)	57 349 690	59 019 633	46 807 014
Ecarts de conversion passif			
Total passif	40 363 508	46 642 255	39 816 024
(1) Dont à plus d'un an	*1 391 038*	*3 729 205*	*5 683 268*
(1) Dont à moins d'un an	*55 958 652*	*55 290 428*	*41 123 746*
(2) Dont concours bancaires courants & soldes créditeurs de banques	*716 766*	*930 869*	*265 598*

II. — Compte de résultat .

(En euros.)

	Exercice clos le 31/12/07	**Exercice clos le 31/12/06**	**Exercice clos le 31/12/05**
Produits d'exploitation :			
Ventes	2 341 052	2 818 092	4 920 046
Subventions d'exploitation	2 520	18 973	864 392
Transferts de charges	991 874	2 002 308	31 046
Autres produits	6 651	43 775	
Total des produits d'exploitation	3 342 098	4 883 148	5 815 484
Charges d'exploitation :			
Autres achats & charges externes	– 2 160 207	– 3 081 374	– 3 222 667
Impôts & taxes & versements associés	– 79 604	– 34 631	– 117 050
Salaires & traitements	– 2 243 824	– 2 437 297	– 2 389 475
Charges sociales	– 1 143 041	– 1 248 056	– 1 284 133
Dotation aux amortissements	– 6 433	– 1 747	– 61 681
Dotation aux provisions	– 33 488	– 674 544	– 806 754
Autres charges de gestion	– 2 764	– 1 584	– 2 570
Total des charges d'exploitation	– 5 669 360	– 7 479 232	– 7 884 330
Résultat d'exploitation	– 2 327 262	– 2 596 084	– 2 068 846

Produits financiers :			
Intérêts des prêts & produits assimilés	381 375	93 350	52 753
Produits nets de cession de titres de placement	5 751	4 398	
Reprises sur provisions	56 709	657 111	438 512
Total des produits financiers	443 836	754 859	491 265
Charges financières :			
Intérêts & charges sur emprunts	– 2 241 646	– 2 027 333	– 1 405 951
Dotation aux amortissements & provisions	– 427 704	– 2 031 355	– 13 655 215
Total des charges financières	– 2 669 351	– 4 058 688	– 15 061 166
Résultat financier	– 2 225 515	– 3 303 829	– 14 569 901
Résultat courant avant impôt	– 4 552 778	– 5 899 912	– 16 638 746
Produits exceptionnels :			
Produits divers	389 837	269 106	19 399
Produit de cession immobilisations corporelles	223	21 940	
Produit de cession immobilisations financières			
Reprise sur provisions	154 500	5 520 797	1 772 554
Total des produits exceptionnels	544 560	5 811 843	1 791 953
Charges exceptionnelles :			
Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	– 468 688	– 5 490 635	
Valeur comptable des immobilisations financières cédées		– 15	
Charges exceptionnelles diverses			– 477 730
Dotations exceptionnelles aux amortissements & provisions	– 410 063		– 5 520 797
Total des charges exceptionnelles	– 878 751	– 5 490 650	– 5 998 527
Résultat exceptionnel	– 334 190	321 193	– 4 206 574
Impôts sur les bénéfices		6 519 883	2 087 217
Résultat de l'exercice	– 4 886 967	941 163	– 18 758 104

III. — Tableau de flux de trésorerie .

(En euros.)

	Arrêté clos le 31/12/07
Résultat net	– 4 886 967
Amortissements	6 433
Dotations (reprises) de provisions sur immobilisations financières (Hors Groupe)	7 250
Dotations (reprises) de provisions	278 163
Neutralisation des + ou – values sur cessions d'actifs	
Neutralisation des subventions d'investissement	
Dotations (reprises) sur écarts d'acquisition	
Coût de l'endettement financier net	2 241 646
Marge brute d'autofinancement	– 2 353 475
Variations des valeurs d'exploitation	
Variations des comptes clients	– 2 335 872
Variations des comptes fournisseurs	192 977
Variations des autres créances, autres dettes et comptes de régularisation	6 567 582
Variation du besoin en fonds de roulement	4 424 687
Flux financiers de l'exploitation	2 071 212

Acquisitions d'immobilisations incorporelles	– 6 433
Acquisitions d'immobilisations corporelles	
Acquisitions d'immobilisations financières	– 5 465
Cessions d'immobilisations incorporelles	
Cessions d'immobilisations corporelles	
Cessions d'immobilisations financières	44 145
Subventions d'investissement	
Flux financiers liés aux investissements	32 247
Augmentations / (remboursement) des dettes financières	289 594
Intérêts financiers nets versés	– 2 241 646
Flux des opérations financières	– 1 952 052
Variation de trésorerie	151 407

	31/12/07	**31/12/06**
Trésorerie en fin de période	– 686 722	– 838 129
Placements court terme		
Disponibilités	30 044	92 740
Concours bancaires CT	– 716 766	– 930 869
Variation	151 407	– 838 129

IV. — Projet d'affectation du résultat.

Origines :	
Report à nouveau	– 55 689 140 €
Résultat de l'exercice	– 4 886 967 €
Affectation :	
Report à nouveau	– 60 576 107 €

V. — Annexe aux comptes individuels.

1. – Faits marquants de l'exercice.

Pôle Bâtiment et Equipement de la Maison. — Les faits marquants de l'exercice sont les suivants :

1. Holdings : Le Conseil d'Administration de la société Arbel a décidé, le 21 novembre 2007, de la dissolution anticipée de sa filiale à 100 %, la société Arbel Investissements. Cette dissolution sans liquidation, effective le 23 décembre 2007, a été réalisée par Transmission Universelle du Patrimoine de la société Arbel Investissements au profit de la société Arbel.

Préalablement à cette Transmission Universelle de Patrimoine, la société Arbel Investissements a vendu, en janvier 2007, les biens immobiliers dont elle était propriétaire à Noisy le Grand et qui se trouvaient en location. Cette opération a permis à la société de rembourser les dettes contractées à l'occasion de l'acquisition de ce bien et de son exploitation. Le montant de la cession s'est élevé à 7,6 M€.

2. Fermoba Diffus (BU1) : En 2007, le chiffre d'affaires social posé de l'activité Fermoba Diffus a progressé de 4 % par rapport à 2006 tandis que l'activité a globalement augmenté de 5.6 % à 91,4 M€ contre 86,5 M€ l'année précédente. Les confirmations de commandes sont en croissance de 3 %.

Le résultat net de la BU1 de – 1,8M€ a été pénalisé par une augmentation significative du prix des matières premières ainsi que par des charges d'exploitations non récurrentes (avoirs clients, sous-traitance de pose) liées a une remise à niveau des dépôts de la région Nord. Cette action a permis une baisse significative des en-cours clients et de la balance âgée.

Le nombre d'agences de ventes à la fin de l'exercice 2007 était de 67 contre 65 en 2006. Il devrait atteindre 70 en 2008 permettant à Fermoba Diffus de poursuivre sa croissance.

3. Fermoba Chantiers (BU2) : Le chiffre d'affaires social réalisé par Fermoba Chantiers au cours de l'exercice 2007 s'élève à 43,8 M€ contre 43,0 M€ en 2006, soit une hausse de 1,7 %.

Le résultat d'exploitation ressort à – 1,8 M€ contre – 0,8 M€ l'année précédente. Cette dégradation est principalement liée aux investissements commerciaux décidés avec la création des nouvelles agences Languedoc et Auvergne visant à développer le chiffre d'affaires futur. La diminution d'activité enregistrée dans la région Ile de France n'a été que partiellement compensée par les agences Nord et Sud Ouest.

— Le développement commercial des nouvelles agences s'est avéré plus long qu'initialement prévu entraînant un retard sur le chiffre d'affaires budgété pour l'exercice.

— La mise en oeuvre d'un chantier de rénovation important sur la Région Parisienne n'a pas permis de résorber le retard déjà pris sur le premier semestre. En effet, sa mise en oeuvre initialement prévue en septembre a été décalée en novembre 2007.

Les prévisions d'activité restent très soutenues avec notamment un carnet de commandes confirmées de plus de 39 M€ enregistrées à fin décembre.

4. Vente aux professionnels (BU3) : La liquidation amiable de la société SEP a été prononcé le 31 octobre 2007. La déconsolidation de cette filiale n'a pas eu d'impact négatif sur les comptes du Groupe.

Pôle Ferroviaire :

— ARFA : Dans le cadre de la restructuration des activités de la société Arbel Fauvet Rail, celle-ci a concrétisé, le 29 juin 2007, l'opération d'apport de ses activités à la société IGF Industries. Les Assemblées Générales Extraordinaires des sociétés Arbel Fauvet Rail et IGF Industries ont approuvé le traité d'apport partiel d'actif aux termes duquel la société Arbel Fauvet Rail fait apport à la société IGF Industries de sa branche d'activité rétroactivement à compter du 1er janvier 2007.

En contrepartie, il est attribué à la société Arbel Fauvet Rail 20 578 actions de la société IGF Industries de 1 € chacune. Dans le même temps, le contrat de location gérance, mis en place en février 2007 afin d'anticiper l'exploitation du fonds de commerce d'Arbel Fauvet Rail par IGF Industries, a pris fin.

Suite à cette opération, la société Arbel Fauvet Rail a changé sa dénomination sociale pour devenir la société ARFA et a transféré son siège social à Paris.

Il est précisé que la société IGF Industries est une société extérieure au groupe Arbel et que les actions émises au bénéfice de la société ARFA, en rémunération de l'apport, représentent moins de 1 % du capital de IGF Industries.

— AFBS : Compte-tenu des pertes financières accumulées par la société, de la perte de la clientèle et du non-renouvellement de l'agrément SNCF, il a été décidé de cesser définitivement l'activité de cette société. Dans le même temps, les sociétés AFBS et Lormafer ont résilié le contrat de location gérance qui les liait et ce à compter du 31 décembre 2007. L'ensemble des coûts lié à la cessation de l'activité a été provisionné à la clôture de l'exercice.

La société AFBS a bénéficié, au 31 décembre 2007, d'un abandon de créances de 1,4 M€ d'un créancier extérieur au Groupe.

2. – Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice.

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

3. – Règles et méthodes comptables.

Les comptes présentés sont établis en euro. Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2007, le total s'élève à 40 363 508 € et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégage un résultat déficitaire de 4 886 967 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2007.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
— continuité de l'exploitation ;
— permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
— indépendance des exercices ;
— et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La continuité d'exploitation de la société est liée à celle du groupe. L'aboutissement des négociations avec la CCSF, les banques et les autres organismes sociaux permet de couvrir le besoin de trésorerie de ces sociétés incluant les frais de groupe revenant à notre société et d'assurer l'équilibre de trésorerie de cette dernière. L'ensemble des prévisions d'exploitation et de trésorerie a fait l'objet d'une revue indépendante qui confirme les éléments ci-dessus. Parallèlement, les concours bancaires sont maintenus pour l'exercice 2008.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. Immobilisations incorporelles. — Les frais d'établissement sont amortis sur une durée de 5 ans.

2. Immobilisations corporelles. — Dans le cadre de la première application des nouvelles règles concernant les actifs, la méthode retenue pour cette première application est la méthode prospective dite « simplifiée ». Cette méthode s'applique à compter de l'exercice en cours. Le passé n'est pas remis en cause.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :
— immobilisations décomposables : la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif ;
— immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité des biens, à savoir :

Constructions	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 ans
Matériel de bureau & informatique	4 à 5 ans
Matériel de transport	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Logiciels	2 à 5 ans

3. Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placements :

3.1. Les titres de participation sont évalués à la clôture de chaque exercice en comparant la valeur d'usage déterminée en retenant les critères appropriés à la participation concernée (quote-part de situation nette, valeur de rendement, valeur de rentabilité) et le coût historique.

Si la valeur d'usage ainsi déterminée est inférieure au coût historique, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

— Pôle Bâtiment et Equipement de la Maison : Il est considéré que dans ce secteur d'activité, l'appréciation de valeur s'appuie sur les parts de marché. Par comparaison avec d'autres sociétés, on peut estimer avec prudence que la valeur d'entreprise est au moins égale à 30 % du chiffre d'affaires, lequel est estimé à 121,3 M€ pour 2008. Cette valeur est considérée par une approche fondée sur la capitalisation des cash-flows futurs actualisés.
Compte tenu par ailleurs de la déduction de l'endettement pour passer de la valeur d'entreprise à l'estimation du pôle Bâtiment et Equipement de la Maison, il apparaît que la valeur de ce dernier est supérieure à la valeur comptable des titres de participation correspondants dans les livres d'Arbel (21,9 M€). En conséquence, aucune dépréciation n'a été constituée au 31 décembre 2007.

— Pôle Ferroviaire : La participation figure pour un montant brut de 48 136 K€ diminuée d'une provision de 48 136 K€ identique à celle retenue au 31 décembre 2006.

3.2. Les valeurs mobilières et droits sociaux sont enregistrés pour leur coût historique, hors frais d'accessoires d'achat. En cas de cession, les plus-values sont déterminées en admettant que les titres les plus anciens sont les premiers sortis.

L'évaluation à la clôture de l'exercice est effectuée en comparant ce coût historique à la valeur boursière résultant du cours moyen constaté le dernier mois de l'exercice pour les titres cotés. Si la valeur boursière, pour les titres cotés, ou leur valeur probable de négociation, pour les titres non cotés, est inférieure au coût historique, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3.3. La société Arbel détient une quote-part de ses propres actions (inférieure à 10 %) qui figure sous la rubrique « autres immobilisations financières ». A la clôture de l'exercice 2007, la valeur nette comptable de ses actions est ramenée par le biais de provisions à la valeur boursière du titre Arbel au 31 décembre de l'exercice.

4. Créances. — Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il existe un risque de non recouvrement et que la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

4. – Immobilisations.

Cadre A	**Valeur brute début d'exercice**	**Augmentation**	
		Réévaluations	**Acquisitions**
Immobilisations incorporelles :			
Frais d'établissement, de recherche & développement - Total I	300 040		
Autres postes d'immobilisations incorporelles - Total II	24 834		6 433
Immobilisations corporelles :			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements & aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel & outillage industriels			
Installations générales, agencements & aménagements divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau & informatique, mobilier	116 069		
Emballages récupérables & divers			
Immobilisations corporelles en cours			

Avances & acomptes			
Total III	116 069	0	0
Immobilisations financières :			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	70 068 392		30
Autres titres immobilisés	1 812 859		
Prêts & autres immobilisations financières	75 655		5 434
Total IV	71 956 905	0	5 465
Total général (I + II + III + IV)	72 397 848	0	11 898

Cadre B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement, de recherche & développement - Total I			300 040	
Autres postes d'immobilisations incorporelles - Total II			31 267	
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements & aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel & outillage industriels				
Installations générales, agencements & aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau & informatique, mobilier			116 069	
Emballages récupérables & divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances & acomptes				
Total III	0	0	116 069	0
Immobilisations financières :				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations		8 030	70 060 392	
Autres titres immobilisés			1 812 859	
Prêts & autres immobilisations financières		34 114	44 975	
Total IV	0	42 144	71 920 226	0
Total général (I + II + III + IV)	0	42 144	72 367 602	0

(*) Les actions propres ont été reclassées dans les autres titres immobilisés du fait qu'il n'y ait pas de mouvement régulier sur les titres depuis plusieurs mois, les normes comptables préconisant le reclassement en titres immobilisés.

Les titres ARBEL SUISSE ont été reclassé du poste « Titres de participations » au poste « autres titres Immobilisés ».

Actions propres :

Nombre d'actions	25 704
Valeur d'acquisition (en euros)	1 279 922
Provisions	1 249 334
Valorisation au 31/12/2007	30 588

Le nombre d'actions propres n'a pas évolué en 2007.

5. – Amortissements.

Cadre A - Immobilisations amortissables	Situation & mouvements de l'exercice			
	Valeur brute début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions sorties / reprises	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement, de recherche & développement - Total I	300 040			300 040
Autres immobilisations incorporelles - Total II	9 589	6 433		16 022
Immobilisations corporelles :				
Terrains				0
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				0
Installations générales, agencements & aménagements des constructions				0
Installations techniques, matériel & outillage industriels				
Installations générales, agencements & aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau & informatique, mobilier	116 069			116 069
Emballages récupérables & divers				
Total III	116 069	0	0	116 071
Total général (I + II + III)	425 698	6 433	0	432 133

Cadre B - Immobilisations amortissables	Ventilations de dotations aux amortissements de l'exercice			Cadre C - Provisions amortissements dérogatoires	
	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Dotations	Reprises
Immobilisations incorporelles :					
Frais d'établissement, de recherche & développement - Total I					
Autres immobilisations incorporelles - Total II	6 433				
Immobilisations corporelles :					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements & aménagements des constructions					
Installations techniques, matériel & outillage industriels					
Installations générales, agencements & aménagements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau & informatique, mobilier					
Emballages récupérables & divers					
Total III	0	0	0	0	0
Total général (I + II + III)	6 433	0	0	0	0

Cadre D - Immobilisations amortissables	Mouvements des charges à repartir sur plusieurs exercices			
	Montant net début d'exercice	Augmentations	Dotations exercice aux amortissements	Montant net en fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices - Total I				

Primes de remboursement des obligations - Total II				

6. – Provisions inscrites au bilan.

(En euros)	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations exercice	Diminutions reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées :				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour fluctuations des cours				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Total I	0	0	0	0
Provisions pour risques et charges :				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges	26 069	432 663	154 500	304 232
Total II	26 069	432 663	154 500	304 232
Provisions pour dépréciations :				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation	49 769 436	63 960	56 709	49 776 688
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	701 977	33 488		735 465
Autres provisions pour dépréciation	3 648 886	363 745		4 012 631
Total III	54 120 299	461 193	56 709	54 524 784
Total général (I+II+III)	54 146 368	893 856	211 209	54 829 016
Dont dotations et reprises :				
D'exploitation		33 488		
Financières		450 305	56 709	
Exceptionnelles		410 063	154 500	

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI).

Les dotations aux provisions pour risques et charges correspondent à hauteur de 225 K€ à une provision sur la situation nette négative de la filiale AFBS et à hauteur de 155 K€ à une provision vis-à-vis du personnel.

Les reprises sur provisions pour risques et charges correspondent à hauteur de 155 K€ à une reprise de provision vis-à-vis du personnel ayant donné lieu à décaissement.

7. – Etat de créances.

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)	43 548	43 548	
Autres immobilisations financières	1 427		1 427
De l'actif circulant :			
Clients douteux ou litigieux	27 433		27 433
Autres créances clients	17 401 229	17 401 229	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	795	795	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	894 703	894 703	
Autres impôts taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)	4 013 362	4 013 362	
Débiteurs divers	600 700	600 700	
Charges constatées d'avance	16 600	16 600	
Total	22 999 796	22 970 936	28 860
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice	2 195		
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice	33 919		
(2) Prêts et avances consenties aux associés			

8. – Variation des capitaux propres.

	(En euros)
Situation nette au 31/12/2006	– 12 403 446
Variation du capital social :	
Augmentation du capital	
Diminution de la prime	
Résultat de l'exercice 2007	– 4 886 967
Situation nette au 31/12/2007	– 17 290 414

9. – Etat des dettes.

(En euros.)

	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (1) :				
A un an maximum à l'origine				
A plus d'un an à l'origine	14 427 013	14 427 013		
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	19	19		
Fournisseurs et comptes rattachés	4 863 382	4 863 382		
Personnel et comptes rattachés	383 181	383 181		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 916 496	1 916 496		
Impôts sur les bénéfices	96 850	96 850		

Taxe sur la valeur ajoutée	3 798 231	3 798 231		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	365 501	365 501		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	29 887 116	29 887 116		
Autres dettes	1 611 901	220 863	1 391 038	
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Total	57 349 690	55 958 652	1 391 038	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice.
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice.
(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés.

10. – Eléments relevant de plusieurs postes du bilan.

(En euros.)

	Montant concernant les entreprises liées avec lesquelles la société à un lien de participation	**Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce**
Capital souscrit, non appelé		
Immobilisations incorporelles :		
Avances et acomptes		
Immobilisations corporelles :		
Avances et acomptes		
Immobilisations financières :		
Participations nettes		
Créances rattachées à des participations	70 060 392	
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
Total immobilisations	70 060 392	
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances :		
Créances clients et comptes rattachés	12 114 134	
Autres créances	2 211 902	
Capital souscrit appelé, non versé		
Total créances	14 326 036	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Dettes :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 866 756	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	29 121 363	
Produits constatés d'avances		

Total dettes	30 988 119	

11. – Fonds commercial.

(En euros.)

Eléments consécutifs du fonds commercial	Montant des éléments				Montant des dépréciations
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
Fonds commercial			15 245	15 245	

12. – Produits à recevoir.

(En euros.)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/07	31/12/06
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	10 853 904	9 656 966
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total	10 853 904	9 656 966

Détail des produits à recevoir :

(En euros)	31/12/07	31/12/06
Créances clients et comptes rattachés		
Factures à établir (FAE) :		
Nauder Industries	265 264	265 264
AFBS	41 082	27 681
Fermoba Industries	3 400 723	4 040 918
Fermoba Centre Industries	3 595 909	2 153 184
2F Participations	2 438 527	2 438 527
SC Chenard & Walcker	1 097 873	716 866
Calfeutrex-DSF	14 526	14 526
Total	10 859 904	9 656 966

13. – Charges à payer.

(En euros.)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/07	31/12/06
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 340 242	2 392 391
Dettes fiscales et sociales	701 354	786 821

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Total	3 041 596	3 179 212

Détail des charges à payer :

(En euros)	31/12/07	31/12/06
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :		
Total	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés :		
Fournisseurs factures non parvenues (FNP)		
FNP 2F Participations	1 790 604	1 790 604
FNP CAC	532 220	601 307
FNP Divers	17 418	480
Total	2 340 242	2 392 391
Dettes fiscales et sociales :		
Dettes provisions / congés payés	229 616	189 406
Organismes sociaux, charges à payer	114 808	90 915
Taxe d'apprentissage	47 897	86 578
Formation continue	115 563	230 055
Autres impôts et taxes	193 470	189 867
Total	701 354	786 821
Autres dettes :		
Total	0	0
Total général	3 041 596	3 179 212

14. – Produits et charges constatées d'avance.

(En euros.)

Produits constatés d'avance	31/12/07	31/12/06
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total		0

Charges constatées d'avance	31/12/07	31/12/06
Charges d'exploitation	49 973	23 535
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	49 973	23 535

15. – Composition du capital social.

Au 31 décembre 2007, la composition du capital social est la suivante :

Catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice

Actions	1	8 034 094			8 034 094

16. – Ventilation du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires se décompose de la manière suivante :

(En euros)	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	2 341 052		2 341 052
Ventes de marchandises			
Produits des activités annexes			
Total	2 341 052		2 341 052

Le chiffre d'affaires est constitué pour l'essentiel par la facturation d'une redevance émise sur le chiffre d'affaires des filiales selon un taux de 2,1 % pour 2007 conformément à la convention des « Management Fees » appliquée lors du conseil d'administration du 8 février 2001 et lors de son avenant du 11 juin 2003.

17. – Résultat financier.

Le résultat financier se décompose de la manière suivante :

Produits financiers	443 836	
Dont entreprises liées		378 132
Charges financières	2 669 351	
Dont entreprises liées		2 273 738
Résultat financier	– 2 225 515	
Dont entreprises liées		– 1 895 602

Il s'agit pour l'essentiel des intérêts sur flux des comptes courant entre sociétés du groupe au taux fiscalement déductible de 5,41 %.

18. – Résultat exceptionnel.

Le détail du résultat exceptionnel est le suivant :

	(En euros)
Produits exceptionnels	
Produits divers	389 837
Produits de cession immobilisations corporelles	223
Produits de cession immobilisations financières	
Reprise sur provisions	154 500
Total des produits exceptionnels	544 561
Charges exceptionnelles	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	468 688
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	
Dotation aux provisions	410 063
Total des charges exceptionnelles	878 751
Résultat exceptionnel	– 334 190

19. – Ventilation de l'impôt sur les bénéfices.

(En euros)	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
Résultat courant	– 4 552 778		– 4 552 778
Résultat exceptionnel	– 334 190		– 334 190
Participation des salariés			
Résultat comptable	– 4 886 967		– 4 886 967

20. – Engagements financiers.

Engagements donnés (1)	Montant
Effets escomptés non échus :	
Avals, cautions et garanties	5 883 903
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Engagements en matière de pensions, retraites, et assimilés	198 409
Autres engagements donnés	
Total	6 082 312
(1) Dont concernant :	
Les dirigeants	Néant

Les engagements de retraite et assimilés sont calculés sur la base des normes de la convention collective de la métallurgie. En tenant compte d'un âge de départ à la retraite de 65 ans, d'une actualisation de 3,7 % et d'une augmentation des salaires de 0,9 %.

Engagements reçus (2)	Montant
Engagements reçus	906 545
Total	906 545

21. – Situation fiscale.

Accroissement et allègement de la dette future d'impôt (en euros) :

Accroissement	Montant
Provisions réglementées :	
Amortissements dérogatoires	
Provisions pour hausse des prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Autres	
Total	

Allègement	Montant
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :	
Organic	3 745
Actions propres	20 820
Participation des salariés	
Autres	
Total	24 565

Situation du Groupe Fiscal : Le Groupe fiscal Arbel bénéficie d'une situation fiscale déficitaire. A titre d'information nous rappelons que cette situation fiscale est structurée de la façon suivante :

	31/12/07	31/12/06
Déficit d'ensemble reportable	167 009 K€	155 461 K€

L'économie potentielle d'impôts résultant de ces reports au 31.12.2007 est d'environ 55 M€ sur les déficits.
Le groupe fiscal Arbel au 31 décembre 2007 est composé des sociétés suivantes : Arbel, ARFA, AFBS, 2F Participations, Calfeutrex-DSF, Fermoba Industries, Fermoba Est Industries, Fermoba Nord Industries et Fermoba Centre Industries.

Risque lié à une évolution de la réglementation fiscale : Par une instruction en date du 4 mars 2004, l'administration fiscale a pris acte de la décision de la Commission Européenne estimant que les dispositions de l'article 44 septies du CGI ne sont pas compatibles avec le droit européen.
Pour mémoire, l'article 44 septies prévoit une exonération temporaire d'IS au profit des sociétés créées pour reprendre une entreprise industrielle en difficulté. Au cours des exercices précédents, certaines sociétés du groupe Arbel ont bénéficié de cet avantage fiscal.
Bien que sa remise en cause soit susceptible d'entraîner un reversement des sommes correspondantes, ni son principe ni ses modalités n'ont été arrêtés à ce jour. Par conséquent, le groupe Arbel maintient la position retenue au 31 décembre 2006 et n'a pas anticipé dans les comptes 2007 l'éventuel risque fiscal lié.

22. – Dettes garanties par des sûretés.

(En K€)	31/12/07	31/12/06
Dettes garanties par des sûretés réelles (1)	6 900	9 400
(1) Emprunts auprès d'établissements de crédit.		

— La société Arbel a nanti en date du 4 avril 2006 au profit de Natexis 500 000 titres de sa filiale 2F Participations, dans le cadre de la mise en place d'un emprunt de 6 900 K€ ;
— La société Arbel a nanti en date du 4 avril 2006 au profit de Natexis 13 729 252 titres de sa filiale ARFA, dans le cadre de la mise en place d'un emprunt de 6 900 K€.

23. – Rémunération des dirigeants.

Le montant des rémunérations alloué au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance à raison de leurs fonctions est de 384 875 €.

24. – Effectif.

Les effectifs inscrits et présents au 31 décembre 2007 se composent de :

	Personnel salarié
Cadres	13
Employés	4
Ouvriers	
Total	17

25. – Renseignements concernant les filiales et participations.

	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances	Montant des cautions et avals donnés par la société	CA HT	Résultat du dernier exercice clos
				Brut	Net				
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations :									
1. Filiales (plus de 50 % du capital détenu) :									
2 F Participations	1 886		99,5	21 924	21924				16 429

ARFA	16 744		100	48 136					39 986
AFBS	8		100						944
2. Participations (de 10 à 50 % du capital détenu)									
B. Renseignements globaux sur les autres filiales et participations :									
1. Filiales non reprises en A :									
a) Françaises :									
Autres filiales total des participations :									
ARBEL SUISSE	300		100	360	185				
Provisions / dépréciation sur ces titres									
b) Etrangères :									
2. Participations non reprises en A :									
a) Françaises									
b) Etrangères									

B. — Comptes consolidés 31 décembre 2007 (non audités).

I. — Bilan.

(En milliers d'euros.)

Les comptes consolidés se présentent comme suit :

Actif	31/12/07	31/12/06
Ecarts d'acquisition	1 052	1 076
Immobilisations incorporelles nettes	65	114
Immobilisations corporelles nettes	5 546	5 434
Immobilisations financières	0	0
Actifs financiers non courants	587	682
Autres créances non courantes	620	12 108
Impôts différés	0	0
Actif non courant	7 871	19 413
Stocks et en-cours	10 965	21 524
Avances et acomptes fournisseurs	0	0
Créances clients	21 820	29 359
Autres créances	12 731	11 315
Actifs d'impôt exigible	0	0
Actifs financiers courants	38	337
Impôts différés à court terme	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	293	727
Actifs destinés à être vendus ou abandonnés	71	21 979
Actif courant	45 918	85 241
Charges constatées d'avance	0	0
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0
Total actif	53 789	104 655

Passif	31/12/07	31/12/06

Capital	8 034	8 034
Primes	35 252	35 252
Réserves consolidées	– 157 105	– 141 293
Résultat net Groupe	34 026	– 15 779
Capitaux propres part du Groupe	– 79 794	– 113 787
Intérêts minoritaires	104	115
Résultat minoritaire	– 29	– 41
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	– 79 719	– 113 714
Provisions pour risques et charges	0	0
Provisions pour risques et charges - Part à long terme	1 841	1 860
Dettes financières et autres dettes à long terme	2 720	35 543
Passifs d'impôt différé	0	0
Passif non courant	4 560	37 403
Dettes fournisseurs d'exploitation	21 712	23 264
Provisions pour risques et charges - Part à moins d'un an	1 795	1 434
Autres dettes	32 983	31 304
Dettes financières à long terme - Part à moins d'un an	44 445	29 766
Crédits à court terme et banques	28 012	27 089
Passifs destinés à être vendus ou abandonnés	0	68 108
Passif courant	128 947	180 965
Produits constatés d'avance	0	0
Total passif	53 789	104 655

II. — Compte de résultat consolidé.

(En milliers d'euros.)

Le compte de résultat consolidé se présente comme suit :

	31/12/07	**31/12/06**
Produits des activités ordinaires	119 005	111 738
Autres produits de l'activité	0	– 746
Total des produits de l'activité	119 005	110 992
Achats consommés	– 46 844	– 36 754
Achats et charges externes	– 37 436	– 39 589
Subventions d'exploitation	0	0
Impôts et taxes	– 2 352	– 2 382
Charges de personnel	– 40 846	– 40 810
Dotation aux amortissements et aux provisions nette	138	4 660
Provision sur écarts d'acquisition	0	0
Autres produits et charges	1 416	– 4 922
Résultat opérationnel	– 6 920	– 8 806
Résultat financier	0	0
Coût de l'endettement net	– 2 216	– 2 930
Autres produits et charges financières	– 664	– 526
Résultat avant impôt	– 9 800	– 12 262
Résultat exceptionnel	0	0
Impôt sur les résultats	– 25	– 177
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	0	0
Résultat net des entreprises intégrées	– 9 825	– 12 438

Résultat des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession	43 821	– 3 331
Résultat net de l'ensemble consolidé	33 997	– 15 769
Part revenant aux intérêts minoritaires	– 29	10
Résultat net (part du groupe)	34 026	– 15 779
Résultat net par action (en euros)	4	– 2
Résultat net dilué par action (en euros)	4	– 2

III. — Tableau de flux de trésorerie consolidé.

(En milliers d'euros.)

Le tableau de flux de trésorerie se présente comme suit :

	31/12/07	**31/12/06**
Trésorerie au 1er janvier	– 26 025	– 36 949
Flux d'exploitation :		
Résultat net revenant à Arbel	– 9 767	– 12 449
Parts des minoritaires dans les résultats consolidés	– 58	10
Résultat net des activités cédées ou destinées à être cédées	43 821	17 070
Amortissements	621	1 059
Dotations (reprises) de provisions sur immobilisations financières	– 14	392
Dotations (reprises) de provisions	173	– 2 232
Actualisation des dettes et créances long terme	–	–
Plus ou moins value sur sortie d'actifs	– 44 363	– 17 139
Subventions d'investissement	–	–
Dotations (reprises) sur écarts d'acquisition	–	–
Variation des impôts différés	–	–
Coût de l'endettement financier net	2 216	2 930
Capacité d'autofinancement	– 7 370	– 10 359
Variations des valeurs d'exploitation	10 559	194
Variations des comptes clients	7 966	– 3 535
Variations des comptes fournisseurs	– 1 552	3 795
Variations des autres créances, autres dettes et comptes de régularisation	– 127	– 2 970
Flux nets de trésorerie opérationnels	9 477	– 12 875
Flux d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	– 21	– 89
Acquisitions d'immobilisations corporelles	– 219	– 443
Acquisitions d'immobilisations financières	– 96	– 368
Cessions d'immobilisations incorporelles	60	67
Cessions d'immobilisations corporelles	81	269
Cessions d'immobilisations financières	205	59
Subventions d'investissement	–	–
Variation de périmètre	149	17 214
Flux nets de trésorerie sur investissements	157	16 709
Flux nets de trésorerie après investissements	9 634	3 833
Flux de financement :		
Augmentation / (remboursement) sur immobilisation en crédit-bail	– 92	– 203
Augmentation / (remboursement) net des emprunts	– 6 706	– 443

Intérêts financiers nets versés	– 2 216	– 2 930
Flux des opérations financières	– 9 014	– 3 576
Flux des activités cédées ou destinées à être cédées :		
Résultat des activités cédées ou destinées à être cédées	43 821	– 3 331
Autres ressources (emplois) sans impact sur la trésorerie	– 43 821	– 17 070
Dotations (reprises) d'amortissements	0	1 512
Dotations (reprises) de provisions	0	805
Augmentation / (remboursement) d'emprunts	0	– 3 999
Variations des actifs et passifs cédés ou destinés à être cédés	– 2 275	32 751
Flux des activités cédées ou destinées à être cédées	– 2 275	10 667
Variation de trésorerie	– 1 655	10 924
Trésorerie de fin de période	– 27 680	– 26 025

IV. — Annexe consolidée.

1. – Faits marquants de la période.

Les faits marquants de l'exercice sont les suivants :

Pôle Bâtiment et Equipement de la Maison :

— Fermoba Diffus (BU1) : En 2007, le chiffre d'affaires social posé de l'activité Fermoba Diffus a progressé de 4 % par rapport à 2006 tandis que l'activité a globalement augmenté de 5,6 % à 91,4 M€ contre 86,5 M€ l'année précédente. Les confirmations de commandes sont en croissance de 3 %.

Le résultat net social de la BU1 de – 1,8M€ a été pénalisé par une augmentation significative du prix des matières premières ainsi que par des charges d'exploitations non récurrentes (avoirs clients, sous-traitance de pose) liées a une remise à niveau des dépôts de la région Nord. Cette action a permis une baisse significative des en-cours clients et de la balance âgée.

— Fermoba Chantiers (BU2) : Le chiffre d'affaires social réalisé par Fermoba Chantiers au cours de l'exercice 2007 s'élève à 43,8 M€ contre 43,0 M€ en 2006, soit une hausse de 1,7 %.

Le résultat d'exploitation ressort à – 1,8 M€ contre – 0,8 M€ l'année précédente. Cette dégradation est principalement liée aux investissements commerciaux décidés avec la création des nouvelles agences Languedoc et Auvergne visant à développer le chiffre d'affaires futur. La diminution d'activité enregistrée dans la région Ile de France n'a été que partiellement compensée par les agences Nord et Sud Ouest.

– Le développement commercial des nouvelles agences s'est avéré plus long qu'initialement prévu entraînant un retard sur le chiffre d'affaires budgété pour l'exercice,

– La mise en oeuvre d'un chantier de rénovation important sur la Région Parisienne n'a pas permis de résorber le retard déjà pris sur le premier semestre. En effet, sa mise en oeuvre initialement prévue en septembre a été décalée en novembre 2007.

Les prévisions d'activité restent très soutenues avec notamment un carnet de commandes confirmées de plus de 39 M€ enregistrées à fin décembre.

Le site de St Doulchard a augmenté son volume de production de 4 500 châssis par rapport à l'année passée soit 45 134 châssis. Mais les difficultés d'approvisionnement sur les produits de vitrage (qualité et délai) et la demande confirmée en volet roulant (cycle de production plus long) ont créé des dysfonctionnements entraînant du retard dans la livraison des menuiseries sur les chantiers.

— Le moratoire CCSF : Le Groupe a obtenu, le 9 février 2007, un nouveau plan de règlement pour l'ensemble de ses dettes fiscales et sociales dues au 31 décembre 2006 pour la société Arbel et les sociétés Fermoba (Pôle Bâtiment).

Ce nouveau plan de règlement est effectif depuis novembre 2006.

Le montant de la dette CCSF, hors majorations et pénalités, enregistrée dans les comptes des sociétés du Groupe au 31 décembre 2007 est de 16,9 M€.

Pôle Ferroviaire :

— ARFA (anciennement dénommée Arbel Fauvet Rail) : Dans le cadre de la restructuration des activités de la société Arbel Fauvet Rail, celle-ci a concrétisé, le 29 juin 2007, l'opération d'apport de ses activités à la société IGF Industries. Les Assemblées Générales Extraordinaires des sociétés Arbel Fauvet Rail et IGF Industries ont approuvé le traité d'apport partiel d'actif aux termes duquel la société Arbel Fauvet Rail fait apport à la société IGF Industries de sa branche d'activité rétroactivement à compter du 1er janvier 2007.

En contrepartie, il est attribué à la société Arbel Fauvet Rail 20 578 actions de la société IGF Industries de 1 € chacune. Dans le même temps, le contrat de location gérance, mis en place en février 2007 afin d'anticiper l'exploitation du fonds de commerce d'Arbel Fauvet Rail par IGF Industries, a pris fin.

Suite à cette opération, la société Arbel Fauvet Rail a changé sa dénomination sociale pour devenir la société ARFA et a transféré son siège social à Paris.

Il est précisé que la société IGF Industries est une société extérieure au groupe Arbel et que les actions émises au bénéfice de la société ARFA, en rémunération de l'apport, représentent moins de 1 % du capital de IGF Industries.

Cette opération a pour effet :
— un désendettement financier en social de 14,8 M€ et en consolidé de 17,4 M€, étant précisé que l'endettement financier d'Arbel Fauvet Rail figurait, à la clôture de l'exercice précédent, dans la ligne du bilan « passifs destinés à être vendus ou abandonnés »,
— une reconstitution des fonds propres sociaux de 40,0 M€ et consolidés de 43,8 M€.

En ce qui concerne le litige qui oppose ARFA à Eurotunnel, le Groupe considère qu'il n'y a pas matière à provisionner dans la mesure où la réclamation d'Eurotunnel est artificielle et trouve sa cause dans les conditions d'exploitation et de maintenance des navettes. Une expertise a été diligentée par le Tribunal de Commerce de Paris.

— AFBS : Compte-tenu des pertes financières accumulées par la société, de la perte de la clientèle et du non-renouvellement de l'agrément SNCF, il a été décidé de cesser définitivement l'activité de cette société. Dans le même temps, les sociétés AFBS et Lormafer ont résilié le contrat de location gérance qui les liait et ce à compter du 31 décembre 2007. L'ensemble des coûts lié à la cessation de l'activité a été provisionné à la clôture de l'exercice.

Données consolidées : La société AFBS a bénéficié, au 31 décembre 2007, d'un abandon de créances de 1,4 M€ d'un créancier extérieur au Groupe.

Holding. — La société Arbel Investissements, qui par ailleurs à fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine en faveur de la société Arbel, a vendu en janvier 2007 les biens immobiliers dont elle était propriétaire à Noisy le Grand et qui se trouvaient en location. Cette opération permet à la société Arbel Investissements de rembourser les dettes contractées à l'occasion de l'acquisition de ce bien et de son exploitation. Le montant de la cession s'est élevé à 7,6 M€.

2. – Règles et méthodes comptables.

Date d'arrêté des comptes. — Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2007.

Continuité d'exploitation. — Compte tenu des évènements décrits ci-dessus et de la rétroactivité de l'apport partiel d'actif de la société ARFA (anciennement dénommée Arbel Fauvet Rail), le groupe Arbel se trouve aujourd'hui principalement concentré sur le Pôle Bâtiment et Equipement de la Maison.

La trésorerie générée par les deux activités opérationnelles du Pôle Bâtiment et Equipement de la Maison permet de couvrir les dettes selon les échéanciers notamment vis-à-vis de la CCSF et les besoins de fonctionnement de la holding. La CCSF n'a pas dénoncé cet accord et ses conditions de règlement et a demandé de maintenir l'échéancier mensuel antérieur, les banques s'associant à cette décision. Cette prorogation est une condition essentielle à la poursuite de l'exploitation jusqu'à ce que de nouveaux actifs soient réalisés à des niveaux suffisants pour mener à bien la restructuration financière du Groupe.

Méthodes de consolidation. — Les sociétés sur lesquelles Arbel exerce son contrôle sont consolidées par intégration globale. Le contrôle est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de manière à tirer avantage de ses activités.

Les filiales sont incluses dans le périmètre de consolidation à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré effectivement au Groupe alors que les filiales cédées sont exclues du périmètre de consolidation à compter de la date de perte de contrôle.

La méthode de l'intégration globale mise en oeuvre est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts minoritaires au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé.

Les exceptions à ce principe concernent les sociétés qui ne présentent qu'un intérêt mineur pour être consolidées, dans la mesure où leurs états financiers répondent à l'ensemble des critères suivants :
— Résultat inférieur à plus ou moins 15 000 € ;
— Contribution de la société à la situation nette consolidée inférieure à 0,5 % ;
— Contribution au passif exigible inférieure à 10 % ;
— Contribution au total des charges d'exploitation, financières et exceptionnelles inférieure à 1 %.

Les sociétés dans lesquelles le groupe Arbel exerce un contrôle conjointement avec un ou plusieurs autres actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Les sociétés dans lesquelles le groupe Arbel exerce une influence notable, sont mises en équivalence. Les incidences des transactions entre les sociétés du Groupe sont éliminées.

Estimations et hypothèses comptables. — La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables et hypothèses déterminantes, notamment lors de l'évaluation des engagements en matière de retraite et des tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition.

Référentiel comptable. — Les états financiers consolidés au 31 décembre 2007 du groupe Arbel ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne au 31 décembre 2007. Les informations comparatives ont été retraitées en application de ces mêmes principes.

— Base de préparation des états financiers : En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Arbel publiés au titre de l'exercice 2007 sont établis suivants les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards), telles qu'adoptées par l'Union européenne (UE).
Les informations financières relatives à 2005, 2006 et 2007 ont été préparées en conformité avec l'ensemble des normes IAS / IFRS et interprétations SIC / IFRIC adoptées par l'Union européenne, dont l'application est obligatoire pour l'exercice clos au 31 décembre 2007, telles que publiées et adoptées à cette date. En conséquence, le Groupe n'a anticipé aucune nouvelle norme, aucun amendement de normes existantes ou nouvelle interprétation publiés par l'IASB mais en cours d'adoption ou d'application non obligatoire en 2007 au sein de l'Union européenne.
Les états financiers sont présentés en milliers d'euros. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 24 avril 2008. Ces comptes seront soumis pour approbation à l'Assemblée Générale du 27 juin 2008.

— Nouvelles normes IFRS et interprétations : Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations suivantes sont d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2007, et ont eu les impacts suivants sur les états financiers du Groupe :

– Amendement à IAS 1 - Informations à fournir sur le capital (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007) : la direction a estimé que cette interprétation n'avait pas d'impact sur les comptes semestriels résumés de la période,
– Amendement à IFRS 7 - Instruments financiers - Informations à fournir (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007) : la direction a estimé que cette interprétation n'avait pas d'impact sur les comptes semestriels résumés de la période,
– IFRIC 7 - Retraitements des comptes des sociétés dans les économies hyper inflationnistes : le Groupe n'est pas concerné par cette interprétation,
– IFRIC 8 - Champ d'application de la norme IFRS 2 dans le cadre de transactions dont la contrepartie reçue n'est pas identifiable : le Groupe n'est pas concerné par cette interprétation,
– IFRIC 9 - Réexamen du caractère séparable des dérivés incorporés : le Groupe n'est pas concerné par cette interprétation,
– IFRIC 10 - Information financière intermédiaire et perte de valeur. Cette interprétation stipule que les pertes de valeur des goodwills et des actifs financiers classés dans la catégorie « disponible à la vente » comptabilisées dans le compte de résultat lors d'un arrêté intermédiaire ne peuvent être reprises lors de la clôture annuelle des comptes : le Groupe n'est pas concerné par cette interprétation.

Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été adoptées par l'Union Européenne mais ne sont pas applicables en 2007 et n'ont pas été adoptées par anticipation par le Groupe :
– IFRIC 11 - Transaction de part de Groupe et d'actions rachetées par la société émettrice (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er mars 2007) : le Groupe n'est pas concerné par cette interprétation,
– IFRS 8 - Information sectorielle : mise en oeuvre de la « management approach » qui remplace la norme IAS 14 : le Groupe n'a pas anticipé l'interprétation de cette norme,
– IAS 23 - Comptabilisation des coûts d'emprunts « suppression de l'option de comptabilisation des coûts d'emprunts en charges pour les actifs qualifiés : le Groupe n'a pas anticipé l'interprétation de cette norme,
– IFRIC 12 - Concessions de services : le Groupe n'a pas anticipé l'interprétation de cette norme,
– IFRIC13 - Programmes de fidélisation des clients : le Groupe n'a pas anticipé l'interprétation de cette norme,
– IFRIC 14 - IAS 19 - Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligation de financement minimum et leur interaction : le Groupe n'a pas anticipé l'interprétation de cette norme.

Périmètre de consolidation. — Les sociétés composant le périmètre Arbel au 31 décembre 2007 n'ont pas enregistré de variation significative des pourcentages de contrôle et d'intérêts par rapport à l'exercice 2006. Les variations de périmètre sont décrites ci-dessous.
— Entrée dans le périmètre de consolidation : Aucune nouvelle société n'est entrée dans le périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2007.
— Sortie du périmètre de consolidation :
– La liquidation amiable de la société SEP est effective depuis le 31 octobre 2007,
– La société Arbel Investissements a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine en faveur de la société Arbel le 23 décembre 2007,
– La société 2F Industries a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine en faveur de la société 2F Participations le 28 décembre 2007,
– Nous précisions également bien qu'il ne s'agisse pas d'une sortie de périmètre, que l'activité de la société ARFA (anciennement dénommée Arbel Fauvet Rail) a fait l'objet d'un apport partiel d'actif à la société IGF Industries avec effet rétroactif au 1er janvier 2007.

— Impact des variations de périmètre : L'impact de ces opérations a été comptabilisé dans les comptes au 31 décembre 2007.

— Activités destinées à être cédées ou abandonnées : Aucune société du Groupe n'est concernée par cette rubrique.

Le périmètre de consolidation est présenté dans le tableau suivant :

Sociétés consolidées par intégration globale	% de contrôle	% intérêt	N° RCS
Arbel SA	Entreprise consolidante		542 066 246
31 avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris			
AFBS	100,00 %	100,00 %	350 374 450
ZI La Rangle - 27460 Alizay			
ARFA	100,00 %	100,00 %	328 296 876
31 avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris			
Calfeutrex / DSF	99,98 %	99,48 %	314 283 318
31 avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris			
Eurafrex	74,42 %	74,05 %	784 845 174
31 avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris			
Fermoba Centre Industries	99,99 %	99,49 %	430 319 707
31 avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris			
Fermoba Est Industries	99,99 %	99,49 %	430 395 020
31 avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris			
Fermoba Industries	100,00 %	99,50 %	430 313 346
31 avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris			
Fermoba Nord Industries	99,99 %	99,49 %	430 322 198
31 avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris			
2F Participations	99,50 %	99,50 %	392 526 547
31 avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris			

Méthodes d'évaluation :

— Ecarts d'acquisition : Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les actifs et les passifs de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur. Les écarts d'évaluation identifiés lors de l'acquisition sont comptabilisés dans les postes d'actifs et de passifs concernés.

L'écart résiduel, représentatif de la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du Groupe dans l'évaluation à leur juste valeur des actifs et des passifs identifiés, est inscrit au poste « écart d'acquisition » et affecté à chaque Unité Génératrice de Trésorerie susceptible de bénéficier du regroupement d'entreprise.

Ultérieurement, ces écarts d'acquisition sont évalués à leurs coûts diminués d'éventuelles pertes de valeurs, conformément à la méthode décrite au paragraphe « suivi de la valeur des actifs immobilisés ».

— Immobilisations incorporelles et corporelles : Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées soit à leur coût d'acquisition soit en ce qui concerne les actifs immobilisés à leur juste valeur au 1er janvier 2004 diminuée des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les valeurs comptables des actifs incorporels sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur de chacun des actifs considérés (cf. § Suivi ultérieur de la valeur des actifs immobilisés).

Les amortissements sont calculés linéairement en fonction de la durée prévisible d'utilisation. Ces durées sont principalement les suivantes :

Logiciels	2 à 5 ans
Constructions	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 ans
Matériel de bureau & informatique	4 à 5 ans
Matériel de transport	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans

— Suivi ultérieur de la valeur des actifs immobilisés : L'évaluation de la valeur comptable des actifs immobilisés est effectuée chaque année ou plus fréquemment si des évènements ou circonstances internes ou externes indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue.

En particulier, la valeur au bilan des écarts d'acquisition est comparée à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage. Afin de déterminer leur valeur d'usage, les actifs immobilisés auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle ils appartiennent.

La valeur d'usage de l'UGT est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) selon les principes suivants :
— Les flux de trésorerie issus des budgets d'exploitation arrêtés par la direction pour l'exercice à venir avec des prévisions de croissance pour les cinq années suivantes,
— Le taux d'actualisation correspondant au coût moyen pondéré du capital du Groupe,
— La valeur terminale calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère l'entité concernée ainsi qu'avec sa position concurrentielle.

La valeur recouvrable ainsi déterminée de l'UGT est ensuite comparée à la valeur contributive au bilan consolidé des actifs immobilisés (y compris l'écart d'acquisition). Une provision pour dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si cette valeur au bilan est supérieure à la valeur recouvrable de l'UGT et est imputée en priorité aux écarts d'acquisition.

— Actifs financiers non courants : Les actifs financiers non courants comprennent les participations non consolidées, les prêts, les dépôts et cautionnements.

Les titres de participation non cotés qui représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés contrôlées mais non consolidées en raison notamment de leur caractère non significatif ne relèvent pas d'IAS 39 et sont, par application de la norme IAS 27, maintenus au bilan à leur coût d'acquisition déduction faite des provisions éventuellement nécessaires.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte notamment des perspectives de rentabilité et de la quote-part du Groupe dans les capitaux propres de ces sociétés.

— Actifs courants :

Stocks : Les stocks des sociétés industrielles sont évalués au coût moyen pondéré. La valeur brute des marchandises, des matières premières et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires déduction faite des remises, rabais commerciaux et des escomptes de règlement.

Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, pour constater la perte de valeur marchande dudit stock. Les en-cours et les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes, les amortissements des biens concourants à la production.

Les contrats à long terme significatifs sont traités selon la méthode à l'avancement comme l'exercice précédent.

Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, pour ramener la valeur desdits en-cours et produits fabriqués à leur valeur de réalisation.

Une provision pour perte à terminaison sur les commandes en cours inscrite aux postes de provisions pour risques et charges est constituée dès lors que la marge prévisionnelle attendue sur le marché devient déficitaire. Elle est égale à la perte globale prévisionnelle sur le marché en cours diminuée de la perte déjà réalisée et comptabilisée à la clôture de l'exercice sur les travaux exécutés.

Dans le cas d'un marché bénéficiaire à terminaison, avec prise de commande ferme et / ou contractualisée, la marge prévisionnelle à terminaison est inscrite en résultat au prorata de l'avancement.

— Clients et comptes rattachés : Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'inventaire est la valeur probable de réalisation appréciée en tenant compte du risque de non recouvrement.

— Trésorerie et équivalents de trésorerie : La trésorerie et les équivalents de trésorerie comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à court terme ayant une échéance de moins de trois mois et tout placement monétaire soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les valeurs mobilières de placement sont considérées comme étant détenues à des fins de transaction et sont évaluées à leur juste valeur à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Etant évalués à la juste valeur par contrepartie du résultat, ces actifs ne font pas l'objet de provision pour dépréciation. Les justes valeurs des valeurs mobilières sont déterminées principalement par référence aux prix du marché.

— Titres de l'entreprise consolidante : Les actions propres sont portées en diminution des capitaux propres pour leur valeur d'achat. En cas de cession de ces actions à l'extérieur du Groupe, le résultat de cession et l'impôt correspondant sont inscrits directement dans les réserves consolidées.

— Provisions pour risques et charges : Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un évènement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant peut être estimé de façon fiable.

— Engagements de retraite et autres avantages à long terme : Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués suivant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière.
Ces calculs retiennent comme principales hypothèses :
— une date de retraite fixée à 65 ans (suite à la prise en compte de la loi Fillon du 21 août 2003),
— une même probabilité de réalisation pour les départs volontaires et les mises à la retraite,
Les calculs intègrent également :
— un taux d'actualisation financière de 3,7 %,
— un taux moyen d'augmentation des salaires différencié selon les sociétés du Groupe de 0,9 à 4,41 %,
— des taux de mortalité issus des tables INSEE,
— des taux de rotation des salariés résultant d'analyses historiques sur les trois dernières années et effectuées par catégorie professionnelle et par classe d'âge.

Certains salariés du Groupe par application des conventions collectives propres à leur entité bénéficient également de primes d'ancienneté liées à l'attribution d'une médaille du travail. Le montant des primes susceptible d'être attribué a été évalué dans les mêmes conditions que celles utilisées pour la valorisation des indemnités de fin de carrière.

Autres provisions : Par ailleurs, les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

Les provisions qui figurent au bilan correspondent à l'évaluation du risque par la direction du groupe Arbel et peuvent différer des sommes réclamées par le demandeur.

En ce qui concerne les provisions pour restructurations, le coût estimé des mesures de restructuration est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution.

— Emprunts : Lors de leur comptabilisation initiale, les emprunts sont mesurés à leur juste valeur sur laquelle sont imputés les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'émission du passif.

Les frais et primes d'émission d'emprunts ainsi que les primes de remboursement d'obligations n'entrent pas dans le coût initial mais sont pris en compte dans le calcul du coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont donc constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie du passif.

A chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture, ces passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

— Impôts différés : Les impôts différés sont valorisés selon la méthode du report variable sur la base des taux d'impôt connus à la clôture. Ils sont calculés pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable inscrite dans les comptes consolidés et la base fiscale des actifs et passifs du Groupe.

Les actifs d'impôt différés sur les différences temporelles déductibles et sur le report en avant des pertes fiscales non utilisées sont comptabilisés, dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs existeront sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

En raison de sa situation fiscale déficitaire, le groupe Arbel limite la reconnaissance des impôts différés actifs au montant des impôts différés passifs.

— Actifs et passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées : Les actifs et passifs relatifs aux activités destinées à être vendues ou abandonnées sont présentés sur une ligne spécifique du bilan.

— Méthode de conversion des éléments en devise : L'euro est la monnaie de fonctionnement et de présentation des comptes employée par Arbel et ses filiales.

— Résultat par action : Le résultat consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions au cours de l'exercice.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée de toutes les options de souscription d'actions.

Les résultats par actions sont calculés sur la base de résultats excluant le résultat des activités arrêtées ou en cours de cession.

— Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes à des tiers. Les ventes sont enregistrées à leur juste valeur dans le compte de résultat lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur.

— Charges de personnel : La participation des salariés est classée dans le poste « charges de personnel » du compte de résultat.

— Résultat des activités destinées à être cédées ou abandonnées : Les produits et charges relatifs aux activités destinées à être cédées ou abandonnées sont présentés sur une ligne spécifique du compte de résultat.

— Contrat de location financement : Les immobilisations financées au moyen d'un contrat de location financement ou de location longue durée et présentant un montant significatif sont comptabilisées comme des acquisitions en pleine propriété.

Ces immobilisations sont amorties selon la méthode décrite ci-dessus et la dette correspondante figure au passif dans le poste « dettes financières ».

— Information sectorielle : Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de rentabilité des autres secteurs d'activité.

Le groupe Arbel a retenu les secteurs d'activité comme premier niveau d'information. La sectorisation par zone géographique est non applicable compte tenu de la concentration des activités en France.

Ils se décomposent comme suit :
— Pôle Bâtiment et Equipement de la Maison se décomposant en trois « business units » :
– BU1 : Ventes aux particuliers regroupant les sociétés Fermoba Industries, Fermoba Est Industries et Fermoba Nord Industries,
– BU2 : Activité chantiers représentée par la société Fermoba Centre Industries,
– BU3 : regroupant les sociétés sans activité : Calfeutrex et Eurafrex,
— Pôle Ferroviaire regroupant les sociétés ARFA et AFBS,
— Holdings : maison-mère (Arbel SA) et holding du Pôle Bâtiment (2F Participations).

3. – Evénements postérieurs à la clôture.

Pôle Bâtiment et Equipement de la Maison :

— Complément de prix lié à la cession de l'activité Franciaflex et filiales : La cession de l'activité Franciaflex et filiales prévoyait le versement d'un complément de prix basé sur l'atteinte d'objectifs de résultat d'exploitation sur l'exercice 2006. Compte-tenu de la complexité des travaux d'analyse, les parties ont décidé de suspendre l'expertise et de se rapprocher pour aboutir à un protocole transactionnel.

4. – Notes sur le bilan consolidé.

Sauf exception, les chiffres indiqués dans les commentaires ci-dessous sont en milliers d'euros.

4.1. Ecarts d'acquisition. — Au 31 décembre 2007, le montant net des écarts d'acquisition dégagés par le Groupe s'élève à :

(En K€)	Valeur brute					Dépréciations					Valeur nette	
	12/06	+	Var péri.	–	12/07	12/06	+	Var péri.	–	12/07	12/06	12/07
Arbel	15				15						15	15
Fermoba Industries	522			– 23	499						522	499
Fermoba Est Industries	293				293						293	293
Fermoba Nord Industries	245				245						245	245
Fermoba Centre Industries	141				141	141				141		
Eurafrex	12			– 12		11			– 11			
SEP	6			– 6		6			– 6			
Calfeutrex-DSF	321				321	321				321		
AFBS			101		101			101		101		
Total	1 555		101	– 41	1 615	479		101	– 17	563	1 076	1 052
Actifs destinés à être cédés												
AFBS	101		– 101			101		– 101				
Total actifs cédés	101		– 101			101		– 101				
Total général	1 656			– 41	1 615	580			– 17	563	1 076	1 052

Au 31 décembre 2007, les tests de perte de valeur effectués en conformité avec IAS 36 n'ont pas conduit à constater des pertes de valeur supplémentaires sur les actifs du Groupe.

Les principaux critères retenus pour l'application des tests de perte de valeur selon la méthode DCF sont les suivants :
— taux d'actualisation de 11 % ;
— la durée de la période explicite est de 5 ans. Les taux de croissance du chiffre d'affaires, de taux de résultat d'exploitation, d'investissements sont spécifiques à chaque société, prenant en compte leur taille et leur capacité de développement.

4.2. Immobilisations incorporelles & corporelles :

4.2.1. Immobilisations incorporelles :

(En K€)	31/12/06	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Autres (1)	31/12/07
Valeur brute	612	21	– 19		– 45	569
Amortissement	498	55	– 4		– 45	504
Valeur nette	114	– 34	– 15			65
Actifs destinés à être vendus ou abandonnés	226			– 226		

(1) Concerne essentiellement le reclassement en sociétés destinées à être cédées ou abandonnées de l'activité ferroviaire.

Les immobilisations incorporelles se décomposent de la façon suivante :

(En K€)	31/12/07	31/12/06
Frais d'établissement		
Frais de recherche		
Concessions, brevets	38	57
Autres immobilisations incorporelles	27	57
Total	65	114

4.2.2. Immobilisations corporelles :

(En K€)	31/12/06	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Autres (1)	31/12/07
Valeur brute	12 081	760	– 81		231	12 991
Amortissement	6 647	670	– 83		211	7 445
Valeur nette	5 434	90	2		20	5 546
Actifs destinés à être vendus ou abandonnés	7 126			– 7 106	– 20	

(1) Concerne le reclassement en sociétés destinées à être cédées ou abandonnées de l'activité ferroviaire.

Les immobilisations corporelles se décomposent de la façon suivante :

(En K€)	31/12/07	31/12/06
Terrains	1 693	1 122
Constructions	2 052	2 362
Installations techniques, matériel et outillage	1 283	1 421
Autres immobilisations corporelles	493	512
Immobilisations en cours	25	17
Avances et acomptes		
Total	5 546	5 434

4.3. Actifs financiers non courants :

(En K€)	31/12/06	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Autres (1)	31/12/07
Valeur brute	1 226	94	– 205			1 115
Amortissement / Provision	544	43	– 58			529

Valeur nette	682	51	– 147			587
Actifs destinés à être vendus ou abandonnés	912			– 841		71

(1) Concerne le reclassement en sociétés destinées à être cédées ou abandonnées de l'activité ferroviaire.

Les actifs financiers se décomposent de la façon suivante :

(En K€)	31/12/07	31/12/06
Autres titres immobilisés	162	106
Prêts	4	84
Autres immobilisations financières (dont participations non consolidées (371 K€))	420	492
Total	586	682
Actifs destinés à être vendus ou abandonnés	71	912

Participations non consolidées :

(En K€)	31/12/06	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Autres	31/12/07
Valeur brute	371					371
Provision	243		– 57			186
Valeur nette	128		– 57			185
Actifs destinés à être vendus ou abandonnés						

La principale participation non consolidée est :

(En milliers d'euros)	Valeur brute 31/12/07	Provision	Valeur nette 31/12/07	% détention	Observations
Arbel Suisse	360	175	185	100 %	
Total	360	175	185		

Cette participation représente 74 % de la valeur brute des titres immobilisés consolidés.

4.4. Autres créances non courantes :

(En K€)	Net 31/12/07	Net 31/12/06
Autres	620	2 093
Administrateur judiciaire		10 015
Total	620	12 108

Les créances relatives à l'administrateur judiciaire des sociétés en redressement ou en liquidation judiciaire ont été soldées après que l'accord formulé avec ce dernier ait été validé et entériné par le Tribunal de Grande Instance de Sarreguemines en date du 8 janvier 2008.

4.5. Stocks. — La décomposition du stock est, au 31 décembre 2007, la suivante :

(En K€)	Brut	Provision	Net 31/12/07	Net 31/12/06
Matières premières	3 184	135	3 049	2 880
En cours de production	398		398	929
Produits intermédiaires et finis	8 380	862	7 518	9 828
Marchandises	9	9		7 887
Total	11 971	1 006	10 965	21 524
Actifs destinés à être vendus ou abandonnés				7 754

4.6. Clients. — La décomposition du poste clients ventilée par branche d'activité, au 31 décembre 2007, se présente de la façon suivante :

(En K€)	Pôle bâtiment et équipement de la maison	Pôle Ferroviaire	Pôle Immobilier	Holding	Total 31/12/07	Total 31/12/06	Actifs vendus ou abandonnés
Valeur brute	18 145	456		5 577	24 178	30 592	
Provision	– 1 241	– 382		– 735	– 2 358	– 1 233	
Total net au 31/12/07	16 904	74		4 842	21 820		
Total net au 31/12/06	25 603		446	3 310		29 359	1 372

4.7. Détail des autres créances :

(En K€)	Valeur au 31/12/07	Valeur au 31/12/06
Personnel et organismes sociaux	192	178
Etat et collectivités	6 271	6 984
Factor	22	
Produits à recevoir	135	206
Charges constatées d'avances	774	1 010
Autres	13 746	11 554
Valeur brute des autres créances	21 140	19 932
Provision	– 8 409	– 8 616
Valeur nette des autres créances	12 731	11 316
Actifs destinés à être vendus ou abandonnés		3 546

4.8. Trésorerie et équivalents de trésorerie :

(En K€)	Valeur brute 01/01/07	Variation nette	Valeur brute 31/12/07	Dépréciation	Valeur nette 31/12/07	Valeur boursière 31/12/07	Plus value latente
Titres Crédit Mutuel	309	– 309					
Autres titres	28	10	38		38	38	
Disponibilités	727	– 433	294		294	294	
Trésorerie active	1 064	– 732	332		332	332	
Concours bancaires	27 089	– 923	28 012		28 012		
Trésorerie passive	27 089	– 923	28 012		28 012		
Trésorerie nette	– 26 025	– 1 655	27 680		27 680		

4.9. Impôts différés actifs. — Les impôts différés sont calculés suivant les taux d'imposition connus à la date d'établissement des comptes consolidés. Au 31 décembre 2007, les sociétés du Groupe ont imposé leurs comptes au taux normal en vigueur.

Le groupe Arbel ne constate, en net, aucun impôt différé actif ou passif sur les décalages temporaires.

4.10. Actifs et passifs des activités destinées à être vendues ou abandonnées. — Conformément à la norme IFRS 5, le groupe Arbel présente sur une ligne spécifique du bilan les actifs et passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées.

Les éléments d'actifs qui ont fait l'objet d'un classement dans la rubrique actifs destinés à être cédés représentent à hauteur de 71 K€ des titres de participations de sociétés extérieures au Groupe et qui ont pour vocation d'être effectivement cédés. Ces titres sont actuellement détenus par notre filiale ARFA.

Filiales (en K€)	Actifs	Passifs
ARFA	71	
Total	71	

Le reclassement en activité destinées à être cédées dont la société AFBS faisait l'objet au 31 décembre 2006 n'a plus lieu d'être à la clôture de l'exercice.

4.11. Capitaux propres du Groupe :

4.11.1. Composition du capital social :

Au 31 décembre 2007, la composition du capital social est la suivante :

Catégories de titres	Valeur nominale (€)	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice
Actions	1	8 034 094			8 034 094

4.11.2. Variation des capitaux propres (part du Groupe) :

(En K€)	
Capitaux propres au 1er janvier 2006	– 98 155
Titres d'autocontrôle (1)	
Variation réserves consolidées	
Variation de périmètre et % intérêt	75
Résultat de l'exercice	– 15 769
Capitaux propres au 31 décembre 2006	– 113 787
Variation de périmètre et % intérêt	
Résultat de l'exercice	34 026
Autres	– 33
Capitaux propres au 31 décembre 2007	– 79 794

(1) Conformément aux règles comptables, le groupe Arbel impute les titres d'autocontrôle Arbel et la provision correspondante sur les capitaux propres du Groupe.

4.11.3. Réserves consolidées :

Ce poste comprend :
— l'ensemble des réserves et le report à nouveau d'Arbel ;
— la part du Groupe dans les résultats non distribués et annulés par les sociétés consolidées depuis leur entrée dans le périmètre de consolidation jusqu'à l'ouverture de l'exercice ;
— l'incidence sur les résultats des retraitements accumulés ;
— l'effet de l'imputation de la provision sur les titres d'autocontrôle.

4.11.4. Intérêts minoritaires :

Analyse des variations de l'exercice :

(En K€)	
Intérêts minoritaires au 1er janvier 2006	136
Variation de périmètre et % intérêt	– 72
Résultat de l'exercice	10
Autres	
Intérêts minoritaires au 31 décembre 2006	74
Variation de périmètre et % intérêt	
Résultat de l'exercice	– 29
Autres	30
Intérêts minoritaires au 31 décembre 2007	75

4.12. Provisions pour risques et charges :

4.12.1. Part à long terme :

Les variations de provisions pour risques et charges à long terme se présentent comme suit :

(En K€)	Valeur au 01/01/07	Dotations	Reprises (A)	Variation de périmètre	Passifs vendus ou abandonnés	Autres mouvements	Valeur au 31/12/07
Provision pour litiges clients / fournisseurs	576		– 191			104	489
Provision pour litiges personnel	139		– 125				14
Provision pour restructuration							
Provision pour garantie clients	104					– 104	
Provision pour impôts et redressement fiscal	800		– 355				445
Provision pour médailles du travail	30	6					36
Provision pour indemnités de départ retraite	277	535					812
Provision pour risques divers	– 66	111					45
Total	1 860	652	– 671				1 841

(A) Suivi des reprises sur provisions :

(En K€)	Charges correspondant aux reprises sur provisions	Reprises de provisions
Provision pour litiges clients / fournisseurs		191
Provision pour litiges personnel		125
Provision pour restructuration		
Provision pour garantie clients		
Provision pour impôts et redressement fiscal		355
Provision pour médailles du travail		
Provision pour indemnités de départ retraite		
Provision pour risques divers		
Total au 31/12/07		671

4.12.2. Part à court terme :

Les variations de provisions pour risques et charges à court terme se présentent comme suit :

(En K€)	Valeur au 01/01/07	Dotations	Reprises (A)	Variation de périmètre	Passifs vendus ou abandonnés	Autres mouvements	Valeur au 31/12/07
Provision pour litiges clients / fournisseurs	386		– 217				169
Provision pour litiges personnel	205	358	– 271				292
Provision pour restructuration	16		– 12				4
Provision pour pénalités sur marchés et pertes à terminaison		250					250
Provision pour impôts et redressement fiscal	152	251	– 28				375
Provision pour risques divers (*)	675	525	– 495				705
Total	1 434	1 384	– 1 023				1 795

(*) Sont principalement composés d'une provision pour restructuration chez AFBS, d'une provision pour divers règlements faisant suite aux restructurations opérationnelles du Groupe.

(A) Suivi des reprises sur provisions :

(En K€)	Charges correspondant aux reprises sur provisions	Reprises de provisions
Provision pour litiges clients / fournisseurs		217
Provision pour litiges personnel	155	271
Provision pour restructuration		12
Provision pour pénalités sur marchés et pertes à terminaison		
Provision pour impôts et redressement fiscal		28
Provision pour risques divers	214	495
Total au 31/12/07	369	1 023

4.13. Emprunts & dettes financières. — L'échéancier des emprunts et dettes financières diverses est le suivant :

(En K€)	Total 31/12/07	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total 31/12/06
Concours bancaires courants	28 012	28 012			27 089
Emprunt auprès des Ets de crédit	25 161	25 095	66		31 174
Emprunt de location financement					92
CCSF	19 322	19 322			19 841
C/C Chenard et Walker (*)	2 654		2 654		2 622
Administrateur judiciaire (**)					11 379
Autres dettes financières	28	28			202
Total au 31/12/07	75 177	72 457	2 720		
Total au 31/12/06		56 856	35 543		92 399

(*) La position correspond à une transaction réalisée entre Arbel et ses actionnaires et de ce fait constitue une transaction avec une partie liée.
(**) Les dettes relatives à l'administrateur judiciaire des sociétés en redressement ou en liquidation judiciaire ont été soldées après que l'accord formulé avec ce dernier ait été validé et entériné par le Tribunal de Grande Instance de Sarreguemines en date du 8 janvier 2008.

Le passif CCSF par société au 31/12/2007 se ventile de la façon suivante :

(En K€)	31/12/07	31/12/06
Arbel (*)	1 451	957
Fermoba Centre Industries	2 999	3 232
Fermoba Industries	6 999	7 409
Fermoba Est Industries	4 134	4 322
Fermoba Nord Industries	3 739	3 921
Total	19 322	19 841

(*) Au 31 décembre 2007, la dette de la société Arbel intègre un moratoire existant antérieurement et reclassé dans la dette CCSF.

4.14. Détail des autres dettes :

(En K€)	Valeur brute 31/12/07	Valeur brute 31/12/06
Avances et acomptes	4 193	5 014
Total avances et acomptes	4 193	5 014
Dettes fiscales et sociales :		
Personnel et comptes rattachés	4 133	3 192
Organismes sociaux	11 529	13 103
Etats et collectivités	10 339	7 938
Total dettes fiscales et sociales	26 001	24 233

Autres dettes :		
Factor		
Produits constatés d'avance	353	768
Divers	2 436	1 289
Total autres dettes	2 789	2 057
Total	32 983	31 304

5. – Notes sur le compte de résultat consolidé.

5.1. Résultat des activités opérationnelles. — Le compte de résultat par pôle d'activité se présente de la façon suivante :

(En K€)	Holding	Pôle Ferroviaire	Holding Pôle Bâtiment	BU1	BU2	BU3	Pôle bâtiment & équipement de la maison	Total
Produits des activités ordinaires (1)	7 441	192	0	67 750	43 622	0	111 371	119 005
Autres produits de l'activité	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des produits de l'activité	7 441	192	0	67 750	43 622	0	111 371	119 005
Achats consommés	– 7 895	– 19	0	– 22 685	– 16 226	– 19	– 38 931	– 46 844
Achats et charges externes	– 1 700	– 204	– 615	– 18 013	– 16 845	– 59	– 35 532	– 37 436
Subventions d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts et taxes	– 231	– 10	– 3	– 1 627	– 476	– 6	– 2 111	– 2 352
Charges de personnel	– 3 387	– 196	0	– 28 414	– 8 853	4	– 37 263	– 40 846
Dotation aux amortissements et aux provisions nette	868	– 180	1 093	– 261	– 1 164	– 218	– 550	138
Provision sur écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges	1 025	1 442	– 1 366	403	– 62	– 26	– 1 051	1 416
Contre-partie des éliminations intragroupes	2 229	– 13	0	– 25	– 2 181	– 10	– 2 216	0
Résultat opérationnel	– 1 649	1 012	– 891	– 2 872	– 2 186	– 334	– 6 283	– 6 920
Résultat financier	0	0	0	0	0	0	0	0
Coût de l'endettement net	– 734	– 64	– 315	– 261	– 849	7	– 1 418	– 2 216
Autres produits et charges financières	– 288	0	– 409	11	1	21	375	– 664
Contre-partie des éliminations intragroupes	– 1 772	– 115	– 311	1 690	479	28	1 887	0
Résultat avant impôt	– 4 444	834	– 1 926	– 1 432	– 2 554	– 278	– 6 190	– 9 800
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôt sur les résultats	0	0	0	0	– 21	– 5	– 25	– 25
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat net des entreprises intégrées	– 4 444	834	– 1 926	– 1 432	– 2 574	– 283	– 6 215	– 9 825
Résultat des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession (2)	0	43 821	0	0	0	0	0	43 821
Résultat net de l'ensemble consolidé	– 4 444	44 655	– 1 926	– 1 432	– 2 574	– 283	– 6 215	33 997
Part revenant aux intérêts minoritaires	0	0	– 5	– 11	– 13	0	– 29	– 29
Résultat net (part du groupe)	– 4 444	44 655	– 1 921	– 1 421	– 2 561	– 283	– 6 186	34 026

(1) Dont, dans la Holding, 7,4 M€ issus de la vente des biens immobiliers appartenant anciennement à Arbel Investissements.
(2) Générés par ARFA à l'occasion de l'apport partiel d'actif.

Résultat des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession : Les résultats des activités destinées à être vendues ou abandonnées sont présentées sur une ligne distincte du compte de résultat pour un montant total de 43,8 M€ et se détaillent de la façon suivante :

Filiales (en K€)	Résultat au 31/12/07
ARFA	
Résultat net des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession	43 821

5.2. Impôts sur les bénéfices. — Le groupe fiscal Arbel bénéficie d'une situation fiscale déficitaire. A titre d'information, nous rappelons que cette situation fiscale était structurée de la façon suivante :

(En K€)	31/12/07	31/12/06
Déficits (1)	167 009	155 461
(1) A compter du 01/01/2004, cette rubrique regroupe les déficits ordinaires et les ARD.		

L'économie potentielle d'impôts résultant de ces reports ressort au 31/12/2007 à environ 55 M€ sur les déficits.

Le groupe fiscal Arbel pour l'exercice 2008 est composé des sociétés suivantes : Arbel, ARFA, AFBS, 2F Participations, Fermoba Industries, Fermoba Est Industries, Fermoba Nord Industries, Fermoba Centre Industries et Calfeutrex.

La situation fiscale latente sur les sociétés du groupe Arbel non intégrées fiscalement n'est pas significative.

— Risque lié à une évolution de la réglementation fiscale : Par une instruction en date du 4 mars 2004, l'administration fiscale a pris acte de la décision de la Commission Européenne estimant que les dispositions de l'article 44 septies du CGI ne sont pas compatibles avec le droit européen.

Pour mémoire, l'article 44 septies prévoit une exonération temporaire d'IS au profit des sociétés créées pour reprendre une entreprise industrielle en difficulté. Au cours des exercices précédents, certaines sociétés du Groupe Arbel ont bénéficié de cet avantage fiscal.

Bien que la remise en cause de l'éventuel risque fiscal lié soit susceptible d'entraîner un reversement des sommes correspondantes, ni son principe ni ses modalités n'ont été arrêtées à ce jour. Par conséquent, le groupe Arbel maintient la position retenue au 31/12/2006 et ne l'a pas anticipé dans les comptes 2007.

— Risque sur contrôle fiscal : La société 2F Industries, qui a fait l'objet du transmission universelle de patrimoine, s'est vue notifier un redressement à hauteur de 1 700 K€ sur les périodes 2002 et 2003 et qui a fait l'objet de réclamations. Dans l'hypothèse où ces redressements seraient confirmés et acceptés, leur impact porterait sur la réduction des déficits de la société Arbel sur les années correspondantes. Par conséquent, il n'y a pas lieu d'enregistrer de provisions complémentaires à ce titre.

Pour les autres sociétés du Groupe qui ont fait l'objet de contrôles fiscaux précédemment, les redressements ont été provisionnés à hauteur des montants non contestés ou pour lesquels un risque était encouru.

6. – Autres informations.

6.1. Engagements financiers. — Les engagements, garanties et cautions donnés par la société Arbel au bénéfice de ses filiales sont éliminés au niveau du Groupe consolidé et par conséquent ne figurent pas dans les tableaux ci-dessous.

Le Groupe n'a pas reçu d'engagements financiers.

— Effet du reclassement des opérations de location-financement :

Le reclassement des opérations de location financement hors sociétés destinées à être cédées ou abandonnées s'est traduit par :

(En K€)	31/12/07	31/12/06
Une augmentation des immobilisations corporelles (1)	996	996
Une augmentation des amortissements sur immobilisations corporelles	996	972
Une augmentation de dettes financières		92

(1) Ventilation par nature :

(En K€)	31/12/07	31/12/06
Terrains		
Constructions		
Autres	996	996
Total	996	996

— Autres engagements financiers (hors location financement) :

(En K€)	31/12/07	31/12/06
Engagements financiers donnés (*)	1 930	
Engagements financiers reçus	1 930	
Dettes garanties par des sûretés réelles (1)	42 722	50 748
Effets escomptés non échus (hors sociétés destinées à être cédées ou abandonnées)	345	115
(*) Les engagements donnés sont contre-garantis par les engagements reçus.		

— Nantissements (1) :
– La société Arbel a nanti en date du 4 avril 2006 au profit de Natexis 500 000 titres de sa filiale 2F Participations, dans le cadre de la mise en place d'un emprunt de 6 900 K€,
– La société 2F Participations a nanti, en date du 2 juillet 2004, au profit de la Banque Natexis Banques Populaires, dans le cadre de la mise en place de l'emprunt de 6 500 K€, 995 000 actions (soit 99,50 % du capital) de sa filiale Fermoba Industries,
– La société 2F Participations a nanti, en date du 2 juillet 2004, au profit de la Banque Natexis Banques Populaires, dans le cadre de la mise en place de l'emprunt de 6 500 K€, 99 993 actions (soit 99,50 % du capital) de sa filiale Fermoba Centre Industries,
– La société Arbel a nanti en date du 4 avril 2006 au profit de Natexis 13 729 252 titres de sa filiale ARFA, dans le cadre de la mise en place d'un emprunt de 6 900 K€,
– La société Arbel a nanti en 2006 les titres de ses filiales Fermoba Est Industries et Fermoba Nord Industries au profit de Natixis en garantie des découverts bancaires accordés par celle-ci pour un montant de 10 000 K€.

— Hypothèques (1) : La société Arbel a donné en garantie du moratoire accordé par la Codechef / CCSF un certain nombre de biens immobiliers appartenant aux sociétés Fermoba Nord Industries, Fermoba Est Industries et Fermoba Centre Industries pour un montant total de 17,9 M€.

— Saisies conservatoires des titres : Dans le cadre du litige opposant la société Eurotunnel aux sociétés Arbel et ARFA, la société Eurotunnel a procédé à une saisie conservatoire judiciaire des titres des sociétés ARFA, Lormafer et 2F Participations appartenant à Arbel.

6.2. Effectif moyen inscrit ventilé par catégorie. — Les effectifs moyens inscrits au 31 décembre 2007 se détaillent de la façon suivante :

	31/12/07	31/12/06
Cadres	110	104
Employés et agents de maîtrise	477	436
Ouvriers	398	407
Total	985	947

— Information sectorielle :

	Pôle Bâtiment et équipement de la maison	Pôle ferroviaire	Holding	Total
Cadres	96		14	110
Employés et agents de maîtrise	471	1	5	477
Ouvriers	393	5		398
Total au 31/12/07	960	6	19	985
Total au 31/12/06	926		21	947

— Rémunération des dirigeants : Le montant des rémunérations alloué au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance à raison de leurs fonctions est de 384 875 €.

6.3. Informations sur les risques de marché. — Les sociétés du Groupe ne prennent aucune position spéculative en matière financière.

Au 31 décembre 2007, le groupe Arbel n'a pas pris d'engagement de couverture contre le risque de change.

Enfin, le groupe Arbel a procédé à une analyse plus large des risques auxquels il pourrait être confronté et incluant notamment des risques tels que la dépendance vis-à-vis des clients. Le Groupe estime qu'il n'est exposé à aucun risque particulier.

0806203